



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

amiante

Question écrite n° 5196

Texte de la question

M. Jean-Christophe Lagarde * appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer sur l'application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 qui prévoit l'interdiction, à compter du 1er janvier 2002, de la revente ou la cession des véhicules immatriculés avant le 1er janvier 1997, comportant des éléments pouvant contenir de l'amiante. Cette application a été reportée au 1er janvier 2003, suite à la pression des revendeurs et des collectionneurs, mais l'échéance approchant, ils s'interrogent sur le devenir de leurs véhicules après le 31 décembre 2002. En effet, ceux-ci sont très inquiets car le décret impliquerait la mise hors circulation, et à terme la disparition, de près de 300 000 véhicules anciens qui représentent non seulement un patrimoine culturel important, mais aussi une véritable mémoire technique et industrielle. Or les véhicules de collection effectuent en moyenne 350 kilomètres par an et ne représentent que 1,35 % du parc total des véhicules en circulation, de ce fait leurs pièces (comprenant de l'amiante) sont soumises à une moindre usure et sont donc peu susceptibles d'être toutes remplacées avant l'application du décret. Par conséquent, il lui demande quelles mesures il entend prendre en ce qui concerne l'application de ce décret pour les véhicules de collection.

Texte de la réponse

Il convient tout d'abord de rappeler que le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 ne concerne que la vente des véhicules et non leur usage, et qu'en conséquence la circulation des voitures de collection pouvait continuer à s'effectuer sans limitation de temps entre les mains de leurs propriétaires actuels. Les difficultés d'application de ce décret concernaient donc le moment de la revente des véhicules automobiles et des engins agricoles et forestiers. Elles ont été examinées sous tous leurs aspects, en tenant compte des conclusions des experts auxquels le Gouvernement avait demandé une analyse après le report d'un an de l'application du décret décidé en décembre 2001. Au vu des éléments qui lui ont été remis et de sa volonté de ne pas remettre en cause le marché des véhicules d'occasion et des véhicules de collection, le Gouvernement a décidé, par décret n° 2002-1528 publié au Journal officiel du 28 décembre 2002, de pérenniser la dérogation prévue en décembre 2001, pour les véhicules automobiles et les engins agricoles et forestiers, en l'assortissant d'une obligation, avant toute revente, de remplacement des plaquettes de freins à disques par des pièces sans amiante. Parallèlement, des mesures réglementaires spécifiques seront prises afin d'assurer la protection des travailleurs dans les métiers de la réparation automobile, et la prise en compte de ces précautions par les professionnels de ce secteur d'activité fera l'objet d'un suivi attentif et régulier. Enfin, une information sur les risques pouvant survenir en cas de manipulation de pièces susceptibles de contenir de l'amiante sera mise en oeuvre à destination des particuliers.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Christophe Lagarde](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (5^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5196

Rubrique : Produits dangereux

Ministère interrogé : équipement, transports et logement

Ministère attributaire : équipement, transports et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 octobre 2002, page 3667

Réponse publiée le : 3 février 2003, page 10165